

# L'unité

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine

ISSN : 0760 - 5404



N° 186 - DECEMBRE 2006 - 0,76 EURO

# L'ILLE-ET-VILAINE A CHOISI SÉGOLENE



## **Vie Fédérale :**

L'Ille-et-Vilaine a choisi Ségolène. p. 2

**Edito :** p. 3

## **Dossier :**

Relancer l'Europe. pp. 4 et 5

**Vu/Entendu :** pp. 6 et 7

## **Notre histoire :**

Mitterrand met de Gaulle en ballottage. p. 6

## **Nos collectivités :**

C'est une société de suspicion qu'on met en place. p. 7

## **La vie des sections :**

La section de Hédé. p. 8

**Agenda :** p. 8

**NOTRE DOSSIER :**

# **Relancer l'Europe**



# SÉGOLÈNE

Cet article aurait pu s'intituler : chronique d'une victoire de la démocratie au sein du PS, tant les événements que nous venons de vivre l'attestent.

En novembre 2005 à l'issue du congrès du Mans, François Hollande réussit

techniques. Qu'importe ! Qui dit nouvel adhérent, dit un militant de plus sur le terrain et la poignée de main est toujours chaleureuse, à l'image de celle de Jack Lang venu les saluer à la halle Martenot le 9 juin dernier.

Hollande : élire — car il s'agit bien d'une élection — la personnalité socialiste qui affrontera la droite en 2007.

### Un candidat pour la victoire.

Choisir un candidat ? C'est une pratique démocratique que le Parti Socialiste sait faire à toute élection ; son histoire l'a démontré ! Mais, la nouveauté réside dans le fait qu'au soir du 3 octobre, trois personnalités aptes à remplir la fonction suprême de la République soutiennent les mêmes valeurs, le même projet : tout est socialiste chez ces trois candidats. Dès lors, il revient aux militants de trancher après un débat démocratique qui sera salué par les Français.

interdits]. A 23 h 09 ce même soir, les résultats des sections d'Ille-et-Vilaine sont rendus publics : Ségolène Royal obtient 59,47%, Dominique Strauss-Kahn 24,43% et Laurent Fabius 16,09%. Après le dépouillement, tous les militants se retrouvent unis dans chacune des sections pour battre la droite en 2007. Le 17 novembre au matin, la Fédération enregistrerait deux nouvelles adhésions.

Bel exemple de démocratie qu'ont accompli là les adhérents, en ayant rempli leur rôle de militants socialistes ! Nul doute que tous seront les artisans de la campagne électorale de 2007.

Mais d'ici le 6 mai prochain, il reste tant à faire : forger le programme de notre candidate jusqu'en février, battre campagne sur tous les



Débat militant à la section de Hédé, le 8 novembre

la synthèse entre les cinq motions soumises au vote des militants (déjà 91,28 % de participation en Ille-et-Vilaine) : une bonne base de départ pour notre projet.

En ce début 2006, la direction nationale organise les Etats Généraux du Projet. Rennes accueillera le 8 avril près de 1 000 participants à l'une des huit étapes thématiques, consacrée aux questions d'Égalité sociale et de solidarité entre générations. Les sections s'emparent du débat, élaborent des contributions écrites.

### La campagne d'adhésion.

Le 9 mars, une campagne d'adhésion est lancée avec trois slogans : «vous voulez battre la droite ?», «vous voulez participer à l'élaboration du projet ?», «vous voulez désigner le candidat du PS ?». Certes, le premier mois est le reflet de la lutte contre le CPE, mais il augure une véritable marée que le PS va connaître. Au 1<sup>er</sup> juin, 1587 adhérents ont rejoint les 48 sections d'Ille-et-Vilaine ; notre Fédération, ayant relayé activement cette campagne, va passer du 44<sup>e</sup> rang à la 24<sup>e</sup> position nationale en nombre d'adhérents. Une lourde tâche que le millier d'anciens se doit d'affronter : accueillir les nouveaux dans les meilleures conditions alors même que les sections ne disposent pas partout des mêmes moyens

Et le flot ne va cesser de continuer au cours de ces derniers mois, même au-delà de la date fatidique du 1<sup>er</sup> juin : 156 nouveaux ne pourront pas voter le 16 novembre car ils ne répondront pas aux six mois de présence au PS requis pour participer à un scrutin interne.

### Le projet.

Le 22 juin, les sections se réunissent pour voter sur le projet. Malgré les défaillances dues à la lenteur du traitement informatique des nouvelles adhésions (le nombre de permanents du PS national n'ayant pas augmenté !), pas moins de 1201 militants (dont près de la moitié de nouveaux) se déplacent pour voter le texte du projet, qui obtient 87,26 % des suffrages exprimés dans notre département. Encore faut-il rappeler les 90 amendements au projet déposés par les sections d'Ille-et-Vilaine, dont 68 seront adoptés à la convention départementale du 24 juin.

La volonté de s'ouvrir et celle de nourrir un projet sont ainsi concrétisées en ce début d'été. Dotés d'un projet enraciné dans les valeurs socialistes, humanistes et républicaines, il ne reste plus aux socialistes qu'à suivre le calendrier fixé au congrès du Mans par le Premier Secrétaire, François



Les militants et les représentants des trois candidats tous unis à l'issue de la réunion de Bain-de-Bretagne du 9 novembre

Après le passage en 2006 des trois candidats dans notre département, les socialistes peuvent ainsi assister aux trois débats télévisés, recevoir les cinq numéros de *L'hebdo* de la rue Solférino, *L'Unité 35 spécial investiture*, la *Newsletter* fédérale hebdomadaire et surtout débattre lors des 48 réunions dans les sections annoncées par une circulaire départementale.

Dans l'isoloir le 16 novembre dernier, c'est un choix personnel que fait chacun des 2 247 votants sur 2 613 inscrits en Ille-et-Vilaine (85,99% de participation) en déposant son bulletin sous enveloppe dans l'urne [seuls les présents votent, les procurations et les votes par correspondance étant

terrains, convaincre ses voisins étage après étage, maison après maison, persuader ses collègues de travail. A l'instar de 1936, de la Libération et du 10 mai 1981 et de leurs cohortes d'avancées démocratiques et sociales, le 6 mai 2007, le PS doit revenir au pouvoir pour lutter contre les inégalités.

C'est pour un tel devoir que les militants socialistes se rassembleront aux côtés de Ségolène Royal : un devoir de victoire !

**Jean-Pierre Leborgne**

## LES RÉSULTATS DU 16 NOVEMBRE EN ILLE-ET-VILAINE

SECTION	FABIUS	ROYAL	DSK	VOTANTS
Acigné	3,23%	<b>87,10%</b>	9,68%	86,11%
Bain-Le Sel	15,00%	<b>45,00%</b>	40,00%	76,92%
Bécherel	15,38%	<b>80,77%</b>	3,85%	96,30%
Betton	4,44%	<b>58,89%</b>	36,67%	95,74%
Bruz	12,62%	<b>58,25%</b>	29,13%	80,62%
Cancale	6,25%	<b>84,38%</b>	9,38%	94,12%
Cesson	15,52%	<b>53,45%</b>	31,03%	84,06%
Chantepie	29,27%	<b>39,02%</b>	31,71%	85,42%
Combourg	0,00%	<b>85,71%</b>	14,29%	91,30%
Dinard	10,87%	<b>73,91%</b>	15,22%	83,64%
Dol	7,69%	<b>53,85%</b>	38,46%	86,67%
Fougères	7,41%	<b>59,26%</b>	33,33%	78,26%
Guichen	-	<b>100,00%</b>	-	100,00%
Guipry	-	<b>100,00%</b>	-	100,00%
Hédé	4,44%	<b>73,33%</b>	22,22%	93,75%
L'Hermitage	8,33%	<b>58,33%</b>	33,33%	92,31%
La Chapelle des Fougeretz	-	<b>74,42%</b>	25,58%	93,48%
La Guerche	-	<b>87,50%</b>	12,50%	88,89%
Le Rheu	4,65%	<b>65,12%</b>	30,23%	97,73%
Liffré	16,33%	<b>40,82%</b>	42,86%	94,23%
Melesse - St Aubin d'Aubigné	18,18%	<b>69,70%</b>	12,12%	78,57%
Montauban	5,00%	<b>75,00%</b>	20,00%	100,00%
Montfort	9,09%	<b>67,27%</b>	23,64%	91,67%
Mordelles	16,00%	<b>56,00%</b>	28,00%	100,00%
Noyal sur Vilaine Chateaugiron	3,85%	<b>61,54%</b>	34,62%	86,67%
Pacé	7,41%	<b>70,37%</b>	22,22%	81,82%
Pipriac	14,81%	<b>74,07%</b>	11,11%	96,43%
Pleine Fougères	-	<b>100,00%</b>	-	100,00%
Plélan	12,90%	<b>64,52%</b>	22,58%	88,57%
Redon	7,89%	<b>84,21%</b>	7,89%	95,00%
St Aubin du Cormier	15,38%	<b>69,23%</b>	15,38%	86,67%
St Gilles	33,33%	<b>53,33%</b>	13,33%	100,00%
St Jacques	12,50%	<b>68,75%</b>	18,75%	97,01%
St Malo	33,33%	<b>49,52%</b>	17,14%	89,83%
St Meen	22,22%	<b>33,33%</b>	44,44%	100,00%
Thorigné	8,00%	<b>80,00%</b>	12,00%	89,29%
Tinténiac	-	<b>69,23%</b>	30,77%	92,86%
Vern	27,66%	<b>46,81%</b>	25,53%	88,68%
Vezin	37,04%	<b>55,56%</b>	7,41%	100,00%
Vitré	13,04%	<b>65,22%</b>	21,74%	90,20%
<b>Section de Rennes</b>				
Centre	19,75%	<b>46,50%</b>	33,74%	77,14%
Centre-Sud	22,64%	<b>50,94%</b>	26,42%	88,33%
Cleunay	16,42%	<b>56,72%</b>	26,87%	80,72%
Nord	6,85%	<b>68,49%</b>	24,66%	73,74%
Nord-Est	18,09%	<b>48,94%</b>	32,98%	86,24%
Sud-Est	21,12%	<b>62,11%</b>	16,77%	83,42%
Sud-Ouest	45,65%	<b>34,78%</b>	19,57%	86,79%
Villejean	34,69%	<b>48,98%</b>	16,33%	79,03%
<b>Liste comp.</b>	12,50%	<b>43,75%</b>	43,75%	37,21%
<b>Ille-et-Vilaine</b>	16,09%	<b>59,47%</b>	24,43%	85,99%
<b>National</b>	18,66%	<b>60,65%</b>	20,69%	81,97%

# L'ESPOIR

**V**oilà ! C'est fait ! Ségolène Royal est désignée par les militants socialistes. Après une compétition interne qui n'avait rien d'ordinaire et rien d'habituel, il convient de comprendre les ressorts de cette victoire. En effet, après la période Mitterrand, le Parti Socialiste ouvre une nouvelle page de son histoire et se positionne à nouveau dans une phase de conquêtes.

Depuis 1971 et le congrès d'Epinay, nous avons connu deux désaveux terribles – 1993 et 2002. Ceux-ci ont été analysés, disséqués et ont provoqué remises en question idéologiques, comportementales. Ils nous ont permis de reposer la question de la nature du PS, de son rôle, de son format et de son fonctionnement.

Plusieurs évolutions ont eu des conséquences très directes sur la chose publique.

1°) Sur le plan de la communication et donc de la relation du citoyen avec ses élus, l'arrivée du média télé puis d'Internet a ringardisé et étouffé les modes de communication politique et militante traditionnels. Le flux d'information est plus dense, plus rapide, plus direct, plus professionnel. Il fonctionne en phase descendante bien sûr, mais de plus en plus en phase ascendante également. Les conséquences sont multiples pour les partis politiques qui ont vu l'avènement progressif d'une démocratie d'opinion depuis les années soixante-dix. Le rôle et le fonctionnement des partis doit être repositionné.

2°) Sur le plan institutionnel, la V<sup>e</sup> République s'enlise. Aujourd'hui, l'irresponsabilité érigée comme règle au plus haut sommet de l'Etat finit de creuser le fossé entre les institutions et les valeurs de la République. C'est mortifère pour la démocratie réelle, celle de la consultation régulière des citoyens et du contrat passé entre représentants et gouvernés. Pourtant, la décentralisation des années quatre-vingt a posé les bases d'un mode de gouvernement plus proche, plus responsable, plus efficient. Le pacte républicain doit être refondé.

3°) Sur le plan économique et social, la vieille Europe est fragilisée par la crise pétrolière, par le passage d'une société industrielle vers une société de la connaissance, par la dérive du capitalisme vers la financiarisation à outrance. Les modèles sociaux sont à reconstruire pour plus d'efficacité. 4°) Sur le plan international, à la guerre froide succède une guerre énergétique autour d'enjeux environnementaux. C'est le modèle de développement planétaire qui est à revoir. Il devra être plus équilibré sous peine d'occasionner

de graves désordres écologiques, sociaux et économiques.

C'est parce que ces constats ont été partagés par de nombreux socialistes que nous avons décidé :

- 1°) de nous élargir pour être plus représentatif et plus fort,
- 2°) de préparer et d'adopter un projet politique qui fixe une réponse à ces enjeux nourrie par nos valeurs de justice, de solidarité et de liberté. Parce que l'élection présidentielle est aussi la rencontre d'un homme ou d'une femme avec le peuple, nous avons choisi la candidate qui incarne le mieux les nécessaires mutations que nous devons proposer et réaliser avec les Français.



Par Frédéric BOURCIER  
Premier Secrétaire Fédéral

Ségolène Royal est une femme. Que la gauche propose, pour la première fois, de conduire une femme aux plus hautes responsabilités du pays est en soi un symbole,

Ségolène Royal est une élue locale. Elle incarne, par sa personnalité, par ses engagements sur des thématiques trop longtemps délaissées, ainsi que par son action la proximité indispensable entre le peuple et son principal dirigeant.

Ségolène Royal incarne le renouveau. Celui-ci concilie la capacité d'écoute avec le volontarisme politique. Avec elle, nos valeurs et nos objectifs sont toujours illustrés par des propositions très concrètes.

Dans son discours d'investiture, Ségolène Royal a avancé quatre thèmes prioritaires qui répondent complètement aux évolutions et enjeux cités plus haut. A l'enjeu démocratique, elle répond par une campagne participative qui doit préfigurer notre comportement une fois arrivé aux responsabilités. A l'enjeu républicain, elle répond par la nécessité de redéfinir un ordre juste, qui permette l'accès pour tous aux sécurités sociales, économiques et physiques. A l'enjeu social, elle répond par la nécessité d'une nouvelle efficacité économique au service du bien-être de chacun. A l'enjeu environnemental, elle répond par un co-développement solidaire et par l'excellence française en ce domaine.

Notre candidate suscite un grand mouvement d'espoir dans le pays, bien au-delà de nos rangs. Elle s'impose un devoir de victoire. Par notre mobilisation, nous allons partager ce devoir et lui faciliter la tâche. Pendant que la droite s'agite, nous devons dialoguer avec les Français autour de notre projet. Soyons imaginatifs, combatifs, présents !

## Y a-t-il un manque d'Europe ? On peut le penser.

Au-delà de l'absence d'Europe, on peut s'interroger sur le manque de présence de la France et de ses voisins européens pendant la crise libanaise. Chaque pays a dû évacuer du Liban ses ressortissants par ses propres moyens ; n'était-il pas possible d'envisager une opération globale européenne ? Est-il possible que les seuls pompiers du monde soient nos amis américains ? Est-il possible de laisser le chemin libre aux Américains ? Je ne le crois pas.

L'Europe fait peur et la technocratie de Bruxelles ne donne pas une bonne image aux citoyens lorsqu'elle ne mesure que la taille de chaque marche d'escalier et le calibre des fromages français,...

Si elle veut vivre, l'Europe doit aller plus loin et montrer un autre visage. N'est-il pas possible de dépasser, pendant un conflit, le simple schéma national et de permettre à l'Union Européenne de s'imposer comme une véritable force de propositions et de négociations ? La situation au Proche et au Moyen-Orient nous incite à mettre en marche un véritable système de transformation européenne et à prendre davantage de responsabilités internationales. La voix de l'Europe doit exister dans le monde.

La récente panne d'électricité nous incite également à prendre des mesures pour harmoniser des positions sur des thématiques précises. La principale mesure à mettre en place doit être de placer le citoyen au cœur même du dispositif pour une véritable Europe sociale.

Les peuples renoueront avec l'Europe si elle s'affirme comme une force de proposition et d'action face aux désordres mondiaux et économiques.

Il nous reste bien du travail pour arriver à une harmonie sur des questions aussi brûlantes.

**Rodolphe LLAVORI**

# RELANC

**Tu as été particulièrement impliqué dans l'écriture du projet sur la question de l'Europe, quel a été ton rôle ?**

J'ai participé à la rédaction du projet des socialistes en tant que membre de la commission nationale du projet et secrétaire national à l'Europe. L'objectif était, comme nous l'avions fait lors du congrès du Mans avec la synthèse, non pas de rejouer le débat entre les partisans du OUI et ceux du NON à la Constitution européenne, mais de proposer un projet européen qui tienne compte du vote des Français et prépare une feuille de route européenne claire pour le ou la prochain(e) Président(e) de la République.



**Rodolphe LLAVORI**

Secrétaire fédéral  
chargé de l'International

La France présidera l'Union Européenne au second semestre 2008, c'est-à-dire un an après la présidence allemande. Le dernier Conseil vient de proposer l'agenda politique suivant. A l'Allemagne, au premier semestre 2007, la charge de faire l'inventaire des scénarii possibles en matière de relance institutionnelle suite au double «non» néerlandais et français. A la France, un an plus tard de faire une proposition. Il est donc indispensable que nous coordonnions nos efforts avec les Allemands. Afin qu'ils travaillent sereinement, il est nécessaire que nous soyons, nous-mêmes, clairs sur nos objectifs et notre vision de la construction européenne. C'est pourquoi nous préparons depuis plusieurs mois une déclaration commune des leaders du

SPD et du PS sur la relance de l'Europe, manière d'anticiper sur une séquence qui mettra à l'épreuve le couple franco-allemand dans sa capacité à rester un moteur décisif de la construction européenne.

**A ton avis il faut un nouveau projet de constitution et sur quelle base ?**

Si les questions institutionnelles ne doivent pas faire figure de préalable à la relance de la construction européenne, il faut toutefois une nouvelle constitution européenne, qui doit pour commencer, rendre l'Europe gouvernable.

Revenu aux responsabilités en 2007, le Parti Socialiste ne re-proposera pas pour ratification le traité constitutionnel européen tel qu'il a été rejeté le 29 mai. Mais si l'on peut vivre avec le Traité de Nice aujourd'hui, la gouvernabilité d'une Europe élargie appelle une réforme des institutions. L'urgence immédiate n'est pas d'accroître les compétences de l'Union Européenne mais davantage de clarifier le projet politique européen et de démocratiser les institutions.

Nous proposerons la négociation, puis l'adoption par référendum d'un Traité strictement institutionnel qui portera sur l'efficacité et le contrôle des institutions de l'Union avec notamment, l'extension des règles de la majorité qualifiée, un Parlement Européen exerçant ses pleines responsabilités législatives et budgétaires, un Président de la Commission élu par le Parlement, un Conseil Européen, avec à sa tête un Président de l'Europe.

**Ton avis sur la question européenne de façon large ?**

La situation face à laquelle nous nous trouvons actuellement est la suivante :

- Des institutions qui ne fonctionnent

# ER L'EUROPE



## **Benoît Hamon**

est député européen et membre de la direction du Parti Socialiste. Il répond aux questions de Rodolphe Llavori, secrétaire fédéral en charge de l'Europe et de l'International.

concurrentiel exacerbé. L'un des messages du référendum est que l'Europe s'est écartée de la voie d'une intégration solidaire. Notre

action doit en tenir compte et se bâtir sur une analyse lucide du dilemme entre élargissement et approfondissement. A mon sens et ceci quelle qu'en soit la difficulté, l'enjeu immédiat est la relance de l'Europe par la promotion de politiques communes soustraites à l'idéologie libérale.

pas dans le sens souhaité par les socialistes européens et dont les perspectives d'évolution sont limitées du fait de la difficulté d'aboutir à une vision commune à 25 ;

- Des politiques européennes qui ne remplissent pas les objectifs qui leur sont assignés par les citoyens européens. Pire, ces politiques sont conçues aujourd'hui pour stigmatiser et affaiblir les modèles sociaux européens, en désignant ceux-ci comme responsables de la situation économique de l'Europe et que les libéraux accusent d'être incapables de faire face assez vite aux mutations du capitalisme.

L'Europe reste plus que jamais l'horizon de notre action et l'outil principal pour choisir et maîtriser notre avenir. Pour préparer l'avenir, l'Europe demeure la réponse au libéralisme, à une mondialisation non maîtrisée et à un environnement



## **LES PRINCIPAUX AXES DU PROJET SUR LA QUESTION EUROPÉENNE**

Nous proposons un plan de relance européenne qui reposera sur quatre axes principaux :

- Nous sommes aujourd'hui dans l'incapacité budgétaire de mettre en place les solidarités nécessaires, notamment à l'égard des nouveaux États membres. Nous proposons une augmentation du budget européen à 2% du PIB qui permette d'accroître la part consacrée à la recherche et à l'innovation, de développer les infrastructures de transport, de se doter d'une politique industrielle et de mettre en place un plan d'investissements massifs envers les 10 nouveaux États membres et les futurs entrants afin d'éviter la tentation du dumping social et fiscal. Nous devons être à l'origine d'un projet fiscal fondé au départ sur la détermination de règles d'harmonisation entre les pays de la zone euro, qui ouvrira la voie à un impôt européen ;

- Il faut rétablir une hiérarchie des priorités économiques de l'Europe : le plein emploi doit prendre le pas sur l'inflation dans l'inspiration des politiques de la zone euro, mais aussi de la Banque Centrale Européenne, dont les statuts devront être révisés ;

- Un Traité social, pour harmoniser par le haut les droits sociaux et donc les conditions de vie dans l'Union, et une directive cadre sur les services d'intérêt général garantissant le développement des services publics en Europe ;

- Aujourd'hui, hormis sur les questions agricoles, l'Union Européenne est l'acteur le plus « libre-échangiste » dans les négociations à l'OMC. L'enjeu est de construire des instruments qui protègent et qui évitent que la logique de concurrence sur le marché mondial, fondée sur la pression à la baisse du coût du travail, n'induisse dans nos pays l'étranglement des salaires, sous couvert de compétitivité. Dans ce contexte, les instruments de protection, et notamment le renforcement du tarif extérieur commun, sont devenus incontournables.

Il est évident que cette relance doit reposer sur un certain nombre de moteurs et notamment :

- Le moteur franco-allemand mis au service de la construction d'un nouvel avenir économique de l'Union ;

- Le Parti socialiste européen à qui il revient de traduire une demande sociale de plus en plus homogène des salariés européens, notamment vis-à-vis des salaires, de la précarité ou des délocalisations, en une demande politique pour une Europe solidaire ;

- La zone euro qui peut devenir le noyau dur de l'Europe ;

- Un nouveau Traité constitutionnel européen.

De 1965 à 2007, les grands moments de l'élection présidentielle

**EMPLOIS-JEUNES :  
un succès incontesté.**

Le ministère de l'Emploi vient de livrer les résultats d'une enquête menée sur la portée des emplois-jeunes, l'une des mesures importantes prises par le gouvernement Jospin en 1997.

470 000 jeunes de moins de 26 ans en ont bénéficié entre 1999 et 2005 au sein des collectivités locales, des associations et des établissements publics.

Six jeunes sur dix sont restés chez leur employeur à l'issue des 5 années de CDD et deux sur dix ont bénéficié d'une prolongation de 3 ans.

Dix-huit mois après la fin du contrat, 85% de ces jeunes étaient au travail dont 72% en CDI.

Autre sujet de satisfaction : 6 jeunes sur 10 ont préparé des concours ou examens pendant leur contrat et 37% avec succès.

Enfin, 75% des jeunes ayant vécu cette expérience estiment qu'elle leur a permis d'être plus opérationnels dans leur poste actuel.

**LA SOLITUDE  
DES PERSONNES ÂGÉES.**

C'est un drame pour notre société : une personne âgée sur cinq n'a pas l'occasion de parler à quelqu'un tous les jours selon une enquête menée par un collectif de huit associations caritatives sur 5000 personnes de plus de 60 ans. L'absence d'amis proches, la perte d'un être cher, la maladie expliquent ce manque de relations de personnes âgées qui souhaitent des services de transports adaptés et des réseaux de bénévoles afin de leur permettre de participer à des activités et des les accompagner dans les magasins. La faiblesse des ressources financières est un facteur aggravant de cette exclusion : 15% des seniors avouent vivre des difficultés d'argent.

Statistique terrible : après 85 ans, le suicide est huit fois plus élevé que chez les 15-24 ans.

**Dans la perspective du rendez-vous de 2007 que nous souhaitons historique, nous entamons ce mois-ci une revue de la présence de la gauche aux élections présidentielles à partir de 1965.**

**1. Mitterrand met de Gaulle en ballottage**

Le retour au pouvoir de De Gaulle en 1958 et l'institution de la V<sup>e</sup> République bouleversent le paysage politique.

Dès cette époque, François Mitterrand se positionne comme le chef de l'opposition au pouvoir gaulliste.

Peu à peu, il devient celui qui va rassembler toutes les forces de gauche après avoir été investi par le Parti Socialiste au congrès d'Épinay (1971). Il va rater de peu l'élection à l'Élysée en 1974 avant de prendre sa revanche en 1981 et être réélu en 1988.

Mais l'élection de 1965, a été le premier acte fondateur de sa trajectoire vers l'Élysée.

«J'ai su dès 1962 que je serais candidat» écrit-il dans «Ma part de vérité» en 1969.

1962, date de la révision constitutionnelle qui fait élire le Président de la République au suffrage universel.

Critique acerbe des nouvelles institutions, notamment dans «Le Coup d'Etat permanent» (1964), Mitterrand l'est surtout de la pratique politique des gaullistes et de leur chef comme le soulignent Alain Bergounioux et Gérard Grunberg <sup>(1)</sup>.

Pour s'imposer, Mitterrand a déjà compris que seule l'union des forces de gauche lui fournira le socle nécessaire à une candidature crédible.

La SFIO de l'époque, animée par Guy Mollet, ne souhaite pas se lancer dans l'aventure présidentielle. La grande figure morale de la gauche, Pierre Mendès-France n'accepte pas les nouvelles institutions et le Parti radical est prêt à soutenir un candidat hors de ses rangs. Le PCF, qui vient de nommer Waldeck-Rochet à sa tête, évolue vers une ligne plus ouverte et évoque dès son XVII<sup>e</sup> congrès (mai 1964),

un «programme commun» élaboré par «les communistes, les socialistes, les syndicalistes et autres démocrates».

Dès sa déclaration de candidature en septembre 1965, Mitterrand reçoit l'appui du PSU.

Candidat unique de la gauche, il allait provoquer le premier séisme politique de la V<sup>e</sup> République en mettant son fondateur en ballottage le 5 décembre en obtenant 32% des suffrages puis 45% au second tour le 19 décembre.

De Gaulle avait vacillé et la gauche avait prouvé que, rassemblée, elle pouvait remporter l'élection présidentielle au suffrage universel.

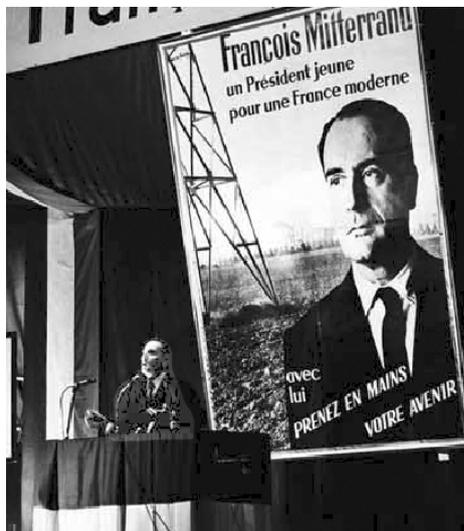
Une nouvelle ère des campagnes politiques françaises s'était

ouverte avec l'introduction de la télé et des sondages. Plus précisément, des «estimations de vote». Europe 1, la station qui collait le mieux à l'actualité, avait annoncé avant même les résultats la mise en ballottage du locataire de l'Élysée. Fureur des milieux gaullistes !...

Cette consécration populaire ne grisa pas François Mitterrand. Dès le début de sa campagne, il avait ratifié la charte de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, rassemblant la gauche non communiste. Entre les deux tours, il devint le président de la FGDS. L'aventure continuait...

**Michel BIHAN**

(1) **Histoire des gauches en France.** (volume 2. A l'épreuve de l'Histoire). Editions de la Découverte.



La rubrique «Actualités Nationales» disparaît, une rubrique «Autour de nous» viendra la remplacer dès le prochain numéro.

Projet de loi sur la prévention de la délinquance :

## «C'est une société de la suspicion qu'on met en place»

Le mois dernier, Daniel Delaveau et Guy Juhier dénonçaient l'atteinte à la séparation des pouvoirs qu'instituerait le projet de loi sur la prévention de la délinquance qui «élargit» les pouvoirs du maire. **Jean-Yves Gérard**, adjoint au maire de Rennes en charge de la sécurité publique, souligne d'autres aspects de ce texte fondamentalement inquiétant pour notre démocratie. Cette 18<sup>e</sup> version d'un projet auquel Nicolas Sarkozy travaille depuis 2002 institue le maire comme pivot de la prévention. En soi, ce n'est pas une nouveauté : le maire préside déjà le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, mais les développements vont très loin.

### «Monsieur le maire, vous le saviez : qu'avez-vous fait ?»

Selon ce projet, le travailleur social devra apporter toute information à caractère personnel et confidentiel nécessaire à l'exercice des fonctions du maire dans les domaines sanitaire, éducatif et social. Un amendement sénatorial a ajouté l'obligation d'aviser le maire en cas d'absentéisme scolaire sérieux (quelques jours successifs d'absence).

Cela implique la création de fichiers et leur suivi administratif à l'hôtel de ville, sans possibilité de recours des personnes concernées, sans la procédure du contradictoire. Ces fichiers seront créés sans consultation des familles, en admettant même qu'elles soient prévenues. Et si le maire ne tient pas compte des observations faites à ses services, et que le

jeune signalé dérape, le maire sera interpellé, il lui sera reproché de n'avoir rien fait.

### Nous pouvons tous être internés d'office.

Les conditions de l'hospitalisation d'office seront également modifiées si ce texte est adopté. Jusqu'à présent, une expertise médicale est requise ; certains élus rencontrent la personne concernée avant de signer son hospitalisation. Le projet prévoit la substitution de l'expertise par un simple avis — donné par qui ? Et comment : par téléphone ? Sur témoignage ? Cette «simplification» est préoccupante, et qui peut dire, dans notre société, qu'il ne sera pas un jour confronté à un moment de fragilité ? D'autant que l'hospitalisation d'office donne lieu à une inscription dans le fichier national — encore un — des personnes internées.

### Le secret médical est en danger.

Dans le cadre d'affaires de violences faites aux femmes, il est proposé, sans consultation du Conseil de l'Ordre, que le médecin puisse lever le secret médical sans l'accord de la victime. On écorne ainsi des protections, on enclenche un cycle négatif dont on ne sait où il s'arrêtera. Demain, peut-être, ce sera un autre manquement au secret médical, sous couvert d'une autre cause tout aussi défendable. Ce sont nos droits, nos libertés qui reculent, et le caractère sécuritaire et pénal de notre société qui progresse.

Ce projet de loi est en navette à l'Assemblée Nationale et doit retourner au Sénat ; il est

possible qu'il ne puisse pas être adopté avant l'élection présidentielle. C'est l'objectif de nos députés, qui ont déposé une centaine d'amendements. Cependant, il nous faut faire connaître ce texte qui démontre une fois de plus que le candidat Sarkozy a pour seul programme l'institution de l'arbitraire.



### LA VÉRITÉ DES PRIX

Ségolène Royal, notre candidate à l'élection présidentielle, a déjà manifesté son vif intérêt sur le pouvoir d'achat des Français et la vérité sur l'indice des prix dont elle entend réformer le mode de calcul.

Alors que les statistiques officielles reprennent le refrain des hausses très modérées (+1,5% sur l'année 2005 par exemple), le quotidien «Le Parisien» a entrepris une enquête sur la vérité des prix des produits de consommation courante.

Selon lui depuis 2001, le café, le petit noir servi au bar, est passé de 46 centimes d'euro à 1,10 euro en moyenne, le kilo de pommes a grimpé de 93%, le dentifrice de 84%, le sandwich de 49%... Que dire de la baguette de pain et du litre d'essence !

### LES EXCLUS S'EXPRIMENT AUSSI.

Quel est le nombre de personnes exclues de notre système social ?

La Fondation Abbé-Pierre estime qu'aux 90 000 sans abri, il faut rajouter les 200 000 hébergées provisoirement en foyer, habitat de fortune ou chez des parents ou amis.

Une enquête CSA estime que 77% de ces exclus espèrent voir leur situation s'améliorer «d'ici un ou deux ans». Leur espoir passe par l'obtention d'un logement stable (77%), d'un emploi (76%), la constitution d'une famille (46%).

Pour 44% d'entre eux, l'amélioration de leur situation passe par «une grande transformation sociale et politique. En 1997, date de la dernière grande enquête, 27% seulement y croyaient.

Mais pour 66%, leur réinsertion viendra d'eux-mêmes.

### ET À RENNES MÉTROPOLÉ, OÙ EN SOMMES-NOUS ?

#### Bilan d'étape pour le job dating

Les Rencontres Emploi-Quartier organisées par Rennes Métropole (voir L'Unité 35 de mai) après l'embrasement des banlieues à l'automne 2005 est déjà un succès, alors que toutes les embauches ne sont pas encore recensées. 738 entretiens ont eu lieu, et 73 personnes, soit 10%, ont été engagées à l'issue de ces entretiens. 390 seconds entretiens sont prévus. Voilà des résultats concrets, une alternative démontrée aux promesses non tenues de la droite.

## La section de Hédé



La section de Hédé se réunit le plus souvent à la mairie de La Mézière. «Avec les nouvelles adhésions, la section est passée de 27 à 48. La moitié des militants sont de La Mézière et Vignoc, on pourrait presque y créer une nouvelle section !» Marie-Thérèse Mary est secrétaire de cette section depuis 2002, quatre ans après avoir pris sa carte.

### Des nouveaux «venus pour rester».

21 nouveaux adhérents, «et tous recontrés personnellement», précise Marie-Thérèse : deux soirées d'accueil ont été organisées, avec succès. «Bien sûr, quelques-uns sont venus pour choisir le candidat, ils nous le disent, d'ailleurs. Mais la grande majorité est là pour rester». «C'est sûr, dit un nouvel adhérent au cours de la soirée, il faut être dedans pour apporter un nouveau souffle à ce Parti qui a pris une claque en 2002. Il est revigoré depuis 2004, mais pour 2007, il y a une marche à franchir».

La section rajeunit, avec l'arrivée de trentenaires, ce qui réjouit les adhérents plus anciens : «C'est bon pour les débats». Et des débats, il y en a eu, notamment sur le projet et pour le choix du candidat. D'abord s'informer : les militants ont décidé de regarder ensemble au moins un des trois débats télévisés, si possible, et même d'envoyer une question collective. Bien que les débats entre les trois candidats n'avaient pas encore eu lieu, la réflexion des militants était déjà bien avancée, et beaucoup avaient une idée assez claire de ce qu'ils voulaient – et encore plus de ce qu'ils ne veulent pas – pour le PS et pour la France. Les convictions s'expriment, le souci de l'efficacité politique est mis en avant. «Pas deux fois la droite contre l'extrême-droite au second tour ! Plutôt voter blanc». Mais on désire surtout que la candidate du PS soit présente au second tour, et l'emporte.

### Un cahier et des projets.

Les activités de la section sont soigneusement consignées dans un cahier, et les albums photos qui circulent en fin de réunion sont le témoin des rassemblements et des moments conviviaux, comme le récent dîner au Québec, un restaurant de Cap Malo. «Les serveurs n'avaient pas l'accent mais c'était une soirée très sympathique quand même», plaisante Renaud.

Marie-Thérèse évoque pour sa part le travail en section : «Nous nous efforçons de recevoir un intervenant extérieur chaque trimestre. Récemment, Patrick Leborgne, secrétaire fédéral, est venu nous parler des retraites et de la protection sociale. Nous avons reçu Maxime Le Poulichet, sur le thème de la sécurité sociale. Nous accueillerons prochainement Yves Deniau qui nous parlera de l'insertion de la personne handicapée. Et au premier trimestre 2007, notre invité sera Philippe Tourtelier».

C'est que le député local est fort apprécié. En octobre, il est aussi venu animer une réunion publique sur les énergies renouvelables et partager un casse-croûte avec les militants. «On a de bons espoirs sur le canton pour les prochaines législatives, parce que les populations qui s'installent dans les nouveaux logements nous sont plus favorables. De toute façon, conclut Marie-Thérèse comme une évidence, Philippe a gagné la dernière fois». Et la section de Hédé sera derrière lui pour faire la campagne, après avoir mené celle de l'élection présidentielle.

**Marie Clabé**

Secrétaire fédérale,  
chargée de la communication.

**CONTACT :**  
**Marie-Thérèse MARY**  
Secrétaire de section  
06 08 03 03 34

### A CORPS-NUDS, LE 8 DÉCEMBRE.

Les militants et les sympathisants du PS de la circonscription de Vitré-Rennes-Est se retrouveront le 8 décembre à Corps-Nuds (20 h 30, salle de la Huberdière) autour de **Clotilde Tascon-Mennetrier** et de son suppléant **Jean-Baptiste de Villèle** pour préparer la campagne des législatives.

### 11 DÉCEMBRE : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CCV

**Maison du Champs-de-Mars,  
cours des Alliés à Rennes.**  
**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DES MILITANTS  
SUR LE BILAN MUNICIPAL.**

### A CESSON-SÉVIGNÉ, LE 26 JANVIER.

Les sections de l'est de l'agglomération rennaise organisent une soirée-débat ouverte à tous sur le développement durable animée par **Renaud Layadi**, le 26 janvier, à 20 h 30, au centre des loisirs (près du centre culturel).

### UNITÉ 35 RECHERCHE DESSINATEUR(S) !

Tu as un bon coup de crayon, un peu de temps et l'envie de participer à l'Unité 35 ? Fais-toi connaître auprès de la Fédération 02 99 31 61 00.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

**Votre abonnement à l'Unité 35  
arrive à échéance ?  
un bon réflexe : réabonnez-vous...**

**Bulletin à renvoyer à l'Unité 35  
45 bis, bd de la Liberté - 35000 RENNES**

NOM : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

(0,76 €, le numéro - 10 numéros par an).  
Chèque à l'ordre de l'Association Départementale  
de Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35).